MOTION

DE

M. RABAUT DE SAINT-ÉTIENNE,

Au ſujet du Mémoire du Premier Miniſtre des Finances, & de l'Adreſſe de la Commune de Paris.

Du 7 Mars 1790.

IMPRIMÉ PAR ORDRE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

MESSIEURS,

J'AI demandé la parole pour vous préſenter quelques réflexions ſur les objets ſouverainement importans qui, hier, furent offerts à votre attention, & pour vous ſoumettre une motion relative aux Finances.

Le moment devoit arriver, & il eſt venu, où la réforme dont la Nation vous avoit impoſé le devoir, devoit ſoulever contre vous tous ceux qui vivoient des abus que vous avez ſupprimés. Ce péril eſt ſans doute le plus grand de tous; mais, pour vous, Meſſieurs, qu'eſt-ce qu'un péril de plus? Dix mois d'exercice vous ont familiariſés avec les dangers; &, appelés & deſtinés, ce ſemble, à rendre la liberté à un grand Peuple, vous avez appris par votre expérience que le courage s'alimente d'obſtacles, s'accroît par les difficultés, & que, ſi vous n'aviez point

couru de dangers, la cause du Peuple n'auroit point eu la victoire.

Occupés jour & nuit d'une multitude de travaux dont le Public ne voit que la plus petite partie, vous apprenez cependant quel grand nombre de moyens on emploie pour faire perdre le fruit de ces travaux à la Nation qui doit en jouir.

On cherche à tromper le Peuple en lui faisant regretter le régime passé, comme si le Peuple, long-temps opprimé de ce régime, indigné du joug sous lequel il gémissoit, ne vous avoit pas chargés de l'en délivrer.

On veut lui faire regretter le temps des volontés & des impôts arbitraires, comme si l'on pouvoit croire qu'il en eût perdu le souvenir, & que le droit de décréter ses loix & ses impôts fût un présent dont il ne connoît pas le prix.

On cherche à égarer les Provinces & la Capitale, à les diviser, à semer entre elles des germes de jalousie & de discorde.

Dans les Provinces, on espère qu'en faisant naître en chaque lieu des troubles particuliers, il en naîtra un mouvement général, & que l'ordre que vous avez décrété ne pourra pas s'établir.

On répand que vous avez outrepassé vos pouvoirs, comme si l'on pouvoit espérer que la Nation, mécontente de ses Représentans, trouvera que vous avez trop fait pour elle, & qu'elle ne méritoit ni tant de courage, ni tant de soins.

On essaye de lui suggérer qu'elle doit se presser de nommer d'autres Députés, & vous remplacer incessamment par une autre Législature, sans doute afin d'abandonner les Peuples au tumulte de l'anarchie; la liberté naissante, aux efforts multipliés de ses ennemis; les finances, la liquidation de la dette & la vérification des dons abusifs, à l'obscurité de nouvelles recherches, & de suspendre ainsi les destinées de la France, entre ce qui est fait & ce qui reste à faire.

On affecte de répandre que vous aimez l'autorité, que vous voulez prolonger votre pouvoir, que ces milliers d'adresses d'adhésion sont votre propre ouvrage, & (sans s'embarrasser des contradictions) que les Provinces vous haïssent, & que les Provinces vous enivrent de leurs éloges; que vous marchez trop vîte, & que vous marchez trop lentement; que vous avez trop fait, & que vous n'avez rien fait.

On dit à l'Habitant des Campagnes, qu'il payera plus d'impôts que par le passé, tandis que ni la somme, ni le mode de l'impôt ne sont déterminés; tandis que votre Comité des Finances, qui a toujours travaillé avec le Ministre vertueux en qui la Nation a placé sa confiance, vous a annoncé un projet d'économie de cent dix-neuf millions, & que vous en avez déja décrété soixante; tandis que, par la simplicité de la perception & de l'imposition, les Administrations de Départemens ne peuvent manquer de produire de grandes économies qui tourneront au profit du Peuple; tandis que l'imposition des ci-devant Privilégiés se porte déja, en quelques lieux, à près de la moitié de la somme totale des impositions; tandis que vos célèbres opérations, vos opérations dont la mémoire, quoi qu'on en dise, se conservera à jamais chez les Habitans des Campagnes, ont principalement été faites pour eux.

On prend, pour répandre ces calomnies, le moment où les Départemens & les Districts vont se former, époque importante, il est vrai, garant infaillible de la liberté des Peuples.

En un mot, Messieurs, détruire votre ouvrage, voilà leur but; vous calomnier, voilà leurs moyens.

Tel est l'objet de ces brochures, combinées de manière à ce que chaque jour en voie éclore une nouvelle; productions éphémères, couvertes, il est vrai, de votre mépris, & qui, colportées dans votre Assemblée même, sont un hommage à la liberté que vous avez établie;

enfans ingrats de captifs, qui, délivrés de leurs fers, ſe tournent contre leurs libérateurs !

Que vous dirai-je de plus, Meſſieurs ? On calomnie le Peuple, pour reprendre les moyens de l'opprimer. On calomnie l'Aſſemblée Nationale, afin de lui ôter, ſi on le pouvoit, la confiance des Peuples. On calomnie les Citoyens armés, afin d'ébranler le boulevard de la liberté publique. On calomnie juſqu'à la noble loyauté du Monarque, ſa franchiſe reconnue, ſon amour pour ſon Peuple & pour la paix, & le vœu public qu'il a manifeſté de concourir avec vous à former la Conſtitution qu'il a adoptée.

Il eſt néceſſaire, Meſſieurs, de vous préſenter ces obſervations. Vos travaux continuels ne vous ont peut-être pas permis d'y donner toute l'attention qu'elles méritent. Et c'eſt ici ſur-tout que vous reconnoîtrez qu'elles tiennent de près à la matière des Finances dont vous allez vous occuper. On vous a expoſé la rareté du numéraire. La Commune de Paris vous a invités à porter votre attention ſur cet objet, & les alarmes qu'on affecte de répandre, doivent intéreſſer vôtre ſollicitude.

C'étoit ici un moyen en réſerve pour décréditer l'Aſſemblée Nationale, & opérer ce qu'ils appellent une contre-révolution. Il leur a paru que l'alarme étoit facile à donner à un Peuple nombreux, & entaſſé dans une enceinte bornée. On a donc publié depuis quelque temps, on a écrit dans les Provinces, que la banqueroute étoit inévitable ; la banqueroute, mot odieux que vous avez proſcrit par vos Décrets, comme vous en épargnerez la calamité à la France par votre courage ; la banqueroute, mot infâme, que nul Citoyen ne prononce qu'avec horreur, & qui ne peut être répandu avec une déteſtable affectation, que par les ennemis du Roi, de la Nation & de l'humanité, par ceux qui voudroient voir périr la France, & la réduire à un tas de ruines.

J'ai héſité quelque temps, Meſſieurs, à vous dénoncer

ces horreurs du haut de cette tribune ; mais il faut que l'on ſache par-tout que les Pères de la Patrie veillent pour elle ; il faut que ſes ennemis ſoient troublés par votre vigilance, comme ils l'ont été ſi long-temps par votre courage ; il faut que tous les Citoyens, que vous, Meſſieurs, ſoyez prêts à repouſſer cette dernière attaque que l'on réſervoit à la Conſtitution.

Et que veulent-ils dire ? Que ſont ces bruits qu'ils répandent ? Quelle eſt donc cette coupable joie qui rit tout haut de la calamité qu'elle s'imagine follement avoir préparée ? Vaines terreurs, qu'ils eſpèrent de réaliſer à force de les répandre.

La banqueroute, Meſſieurs, eſt impoſſible ; impoſſible, je le répète, ſi l'Aſſemblée Nationale continue encore quelques mois ſes travaux : elle eſt inévitable ſi l'Aſſemblée ſe ſépare ; &, dans ce peu de paroles, je vous donne tout à penſer, à vous & aux François.

La banqueroute eſt impoſſible, parce que la France eſt fort au-deſſus de ſes dettes, parce qu'elle payoit ſa dette annuelle ſous un régime de deſpotiſme, & qu'elle pourra bien mieux la payer ſous le règne de la liberté.

La banqueroute eſt impoſſible, parce que cet Empire a de prodigieuſes reſſources, un numéraire enfoui, mais qui rentrera dans la circulation, quand vous ſerez parvenus à diſſiper la terreur panique ; parce que vous avez un immenſe revenu foncier, pluſieurs fois autant de revenu induſtriel, les impoſitions des ci-devant privilégiés, & devant vous l'avenir, les ſiècles, la liberté, l'agriculture ſoulagée, l'induſtrie délivrée de ſes chaînes, & tout ce que promet une bonne Conſtitution.

La banqueroute eſt impoſſible, parce que vous n'êtes pas obligés de payer le capital de votre dette, parce qu'une bonne partie de ce capital s'éteint inſenſiblement, parce que vous ne devez en capital, que ſix ou ſept années de vos revenus ordinaires. Quoi donc ! un Etat voiſin, dont le capital de la dette ſurpaſſe la valeur entière du Royaume,

ſi ce Royaume étoit en vente! Quoi! ce pays eſt ſans alarmes! Que dis-je, Meſſieurs, il fleurit, il proſpère par deſſus tous les autres Peuples; et nous, parce que nous devons deux cent quarante millions annuels; parce que nous devons ſix ou ſept années de nos revenus; parce qu'une terreur panique fait reſſerrer un inſtant le numéraire; parce que, dans la Capitale, l'équilibre n'exiſte pas actuellement entre les eſpèces & le papier, nous déſeſpérerons de la Patrie, & nous croirons que l'Etat eſt perdu! Nous avilirons la France à ce point, de penſer qu'elle doit périr, parce que l'or & l'argent dont elle abonde ſe trouvent inſtantanément reſſerrés!

La banqueroute eſt impoſſible, Meſſieurs, parce que les François ne doivent, ni ne peuvent périr; parce que la banqueroute ne peut ſervir qu'un petit nombre d'ames atroces qui s'apprêtent à ſe réjouir ſur un tas de ruines; parce qu'elle ſeroit funeſte au Roi, à l'Etat, au capitaliſte, au rentier, à tous les créanciers, à la Capitale, aux Provinces, & même à l'égoïſte ou avare ou timide, qui entaſſe & reſſerre ſon or.

Elle eſt impoſſible, parce qu'au moment de périr, s'il falloit périr, vous verriez la foule de bons Citoyens dont cette ville abonde, accumuler les offres & les ſacrifices, & courir à l'autel de la Patrie, pour faire, en un moment de courage, tout ce qui peut s'opérer aujourd'hui par une prudence continuée. Vous avez vu les ſacrifices qu'ils ſavent faire. Doutez-vous qu'ils ne s'empreſſent à concourir par leur généroſité, à imiter les exemples que leur ont déja donnés deux Diſtricts, à ſuivre les leçons que leur dicte le ſage patriotiſme de la Commune?

Enfin, Meſſieurs, je le dis, parce que j'en ſuis profondément convaincu: la banqueroute eſt impoſſible, parce que vous êtes ici, & que, pour la faire, il n'exiſte qu'un ſeul moyen, c'eſt de vous ſéparer.

Les impôts, dit-on, ne ſe perçoivent pas! Ils ſe perçoivent dans la plus grande partie du Royaume: j'en

attefte devant vous, Meffieurs, votre propre correfpondance. Quelques impôts indirects ne fe perçoivent plus! Cela eft vrai; mais on vous offre, on vous offrira, on vous trouvera des remplacemens; vous les établirez, & le Peuple les adoptera avec plaifir, & le Peuple les payera. Peuple infortuné! bon Peuple qui favez aimer, fervir obfcurément & fans affectation votre Patrie & votre Roi, quel eft donc votre fort? On vous opprime quand vous courbez la tête; on vous calomnie, quand vous ofez la relever.

N'y a-t-il donc aucun mal, me dira-t-on, & nos frayeurs font-elles chimériques? Il y en a un, Meffieurs; il eft grand, il eft preffant, il eft du moment, & vous devez y remédier. Ce mal, c'eft la rareté des efpèces. La caufe en eft facile à indiquer: c'eft qu'il y a trop de papier dans la circulation. Puifque vous favez la caufe du mal, vous y trouverez le remède.

Je prends donc la liberté de vous inviter à prendre très-inceffamment en confidération le Mémoire du Premier Miniftre des Finances, ce Mémoire que vous attendiez depuis quinze jours, & l'Adreffe de la Commune de Paris. Vous chercherez à remettre l'équilibre entre les efpèces & le papier, en donnant pour ce moment quelque prépondérance aux efpèces, & un appât de confiance, qui les détermine à rentrer dans la circulation.

Mille travaux vous preffent, à la vérité, & les Peuples en attendent le fruit avec la plus grande impatience. Mais ce mal du moment eft plus preffant encore; vous ne quiterez un inftant l'objet de vos foins infatigables, que pour y revenir plus libres, plus fatisfaits; &, dégagés de la follicitude qui vous oppreffe, vous acheverez la Conftitution avec d'autant plus de courage, que les confolations que vous en recevrez rajeuniront votre vigueur. Les François vous feconderont par leur patience; les ennemis du bien public verront qu'ils fe font déçus en comptant trop légèrement fur la prétendue légèreté

de la Nation Françoise ; ce Peuple généreux de la Capitale, ces braves compagnons de vos travaux continueront de les seconder ; ils verront qu'en vous aidant & vous conservant, ils se conservent eux-mêmes. Le Roi, le Peuple, tous les bons Citoyens, les créanciers de l'Etat, la Capitale & les Provinces, tous auront une cause commune : le salut de la Patrie & l'achèvement de la Constitution. Avec ce noble & généreux concert, je le répète, Messieurs, la banqueroute est impossible, & la France ne peut périr.

Je conclus en vous proposant de décréter que le jour qui a été perdu, la semaine dernière, pour la discussion des Finances, lui soit rendu cette semaine-ci.

Qu'en conséquence, l'Assemblée s'occupera des Finances, jeudi, vendredi & samedi prochain.

Que le Comité des Finances soit tenu de rendre compte, jeudi prochain, de son avis, sur le Mémoire remis hier par le Premier Ministre des Finances, & sur l'Adresse présentée par la Commune de Paris.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE NATIONALE.